

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication relative à l'administration du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, maison Dusan, n° 15.
L'abonnement destiné à l'insertion doit être signé et accompagné de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANALYSES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25
FAITS DIVERS 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, ront de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LASCHKE, ci-devant N. KUMMEL, libraire à Kiew; R. ULMAN et Co, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKOWITZ, libraire à Vilna; et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausse d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et Co, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg)	2 r.	5 r.	10 r.	15 r.
Etats de l'Union postale Allemande	2 50	6 75	12 25	25 25
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 50	7 12	13 25	27 25
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 25	8 50	14 25	30 25
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 25	8 25	14 25	30 25
Etats-Unis d'Amérique	3 75	10 50	19 25	36 25

PRIX DU NUMÉRO: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop. à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier. Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier. Les abonnements pour St-Petersbourg au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres au Bureau de la Rédaction, Maximilianovsky pérouok, n° 15, à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 13 février.

ARMÉE DE TERRE. Nominations: à un emploi de membre du comité d'artillerie à la direction générale de l'artillerie, le lieutenant-général Niemtchinov, chef de l'artillerie de la circonscription militaire du Caucase, emploi dans lequel il est remplacé par le général-major Sofiano, chef de l'artillerie de la circonscription militaire de la Sibirie orientale, auquel succède son adjoint, le général-major Klévsky.
Mutation. Le lieutenant-général Matusev, adjoint du chef de l'artillerie de la circonscription militaire du Caucase, passe en disponibilité à l'armée du Caucase. (Ord. du j. imp. du 11 février.)

MINISTÈRE DE LA MAISON DE S. M. L'EMPEREUR.
Décès. Le conseiller d'Etat actuel Pleschko, conseiller de comptabilité à la caisse du ministère. (Ord. du j. du min. de la M. de l'Empereur du 25 janvier.)

MINISTÈRE DES FINANCES. Promotions en récompense de services distingués au rang de conseiller d'Etat actuel, les ingénieurs des mines, conseillers d'Etat Beck, professeur à l'Institut des mines, et Miklashevsky, en disponibilité au ministère des finances, gérant

de la 2^e section du département des mines. (Ord. du j. imp. du 22 décembre.)

TÉLÉGRAPHES. La station télégraphique de Koungour (gouvernement de Perm) est ouverte à la correspondance internationale. (Messager officiel.)

Banque de l'Etat.

La régence de la Banque de l'Etat a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'un tirage qui a été effectué dans son sein, le 9 février 1873, les billets de la Banque à 4 0/0 (métalliques) des 3^e et 5^e émissions dont les numéros suivent sont sortis pour l'amortissement, savoir:

De la 3 ^e émission.	
Du n°	1,501 au n° 1,550 inclusivement.
1,701	1,750
3,451	3,500
5,251	5,300
6,851	6,900
9,551	9,600
13,301	13,350
18,801	18,850
19,051	19,100
24,501	24,550
24,501	24,511
24,517	24,520
24,519	24,520
24,523	24,528
24,527	24,528
24,532	

24,534	
24,546	
24,548	
24,550	
30,151	30,200
36,401	36,450
39,401	39,450

De la 5^e émission.

Du n°	402 au n° 411 inclusivement.
413	
415	423
425	426
428	433
435	447
449	
2,351	2,400
3,701	3,750
4,101	4,150
6,851	6,900
21,651	21,700
23,201	23,250
24,651	24,700
32,301	32,350
34,351	34,400
36,801	36,850
38,851	38,900

Le remboursement du capital de ces billets aura lieu exclusivement à la Banque même, à St-Petersbourg, à dater du 1^{er} août 1873. Les billets présentés au remboursement devront être munis de tous les coupons y afférents. La valeur des coupons manquants sera déduite du capital des billets présentés.

LA RÉGENCE DE LA BANQUE.

Bilan de la Banque de l'Etat au 12 février 1873.

ACTIF.	PASSIF.
I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.	
1 ^{er} Encaisse métallique:	
Or 186,583,121 23	
Argent 9,365,221 70	
Obligations du Trésor 197,738,055 77	
Billets du 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 % 1,823,712 94	
2 ^e Découvert du trésor pour les billets de crédit 566,086,395 23	
	763,869,451
II. Compte des opérations commerciales.	
1 ^{er} Caisse:	
Or et argent en espèces et en lingots 2,665,761 91	
Billets de crédit, à 4 %, etc., etc. 23,667,145 66	
2 ^e Effets escomptés 11,652,934 08	
3 ^e Avances sur marchandises 40,014	
4 ^e d'actions et obligations 4,605,608 74	
5 ^e d'effets en souffrance 920,792	
6 ^e Obligations en souffrance 4,305 41	
7 ^e Valeurs publiques appartenant à la Banque 5,917,613 90	
8 ^e Dépôts en garde (or et argent) (b) (1)	
9 ^e Capital des succursales 9,950,000	
10 ^e Dépenses d'administration de la Banque, succurs. et autr. 34,069 05	
11 ^e Divers 1,127,414 75	
12 ^e Dépenses courantes pour compte du Trésor 2,438,413 38	
13 ^e Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages 123,379,728 90	
14 ^e Sommes remises au Lombard de Moscou pour prêts sur gages 123,379,728 90	
15 ^e Sommes remises par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation (a) 123,379,728 90	
	192,470,977 56
III. Liquidation des anciens établissements de crédit.	
1 ^{er} Dette du trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit 3,155,979 88	
2 ^e Capital de la dette hypothécaire des particuliers aux établissements de crédit (payable en annuités de 15 à 37 ans) 109,390,606 91	
3 ^e Dette amortissable sur les annuités de l'opération du rachat 303,913,706 89	
4 ^e Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothécaire 8,201,054 68	
5 ^e Dette spéciale provenant des avances faites sur l'opération du rachat 3,651,050	
	428,312,398 36
(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 310,152,980 r. 90 c.	

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience dimanche passé, 11 février, M. le lieutenant-général Alopius, commandant de la forteresse de Swéaborg. (Messager officiel.)

La Gazette russe (de Moscou) croit savoir que le ministère de la justice s'occupe activement de l'élaboration du projet d'introduction de la réforme judiciaire dans les provinces de la Sibirie. On se proposerait d'établir d'abord les nouveaux tribunaux dans les provinces occidentales avec certaines dispositions particulières adoptées pour le Caucase et les provinces occidentales de la Russie d'Europe. Ainsi, les juges de paix, au lieu d'être élus par les zemstvos, qui n'existent pas encore en Sibirie, et les conseils municipaux, seraient nommés par la couronne. Si aucune objection n'est présentée par le ministère des finances, le nouvel ordre de choses devrait être inauguré le 1^{er} janvier 1874.

Un journal allemand, l'Ostsee-Zeitung, avait parlé dernièrement d'une certaine agitation qui régnerait parmi les paysans des provinces du Sud-Ouest, et qui serait due aux investigations du « parti socialiste ». On écrit maintenant de St-Petersbourg à la Gazette russe (de Moscou) que le gouverneur général de ces provinces aurait déclaré catégoriquement, pendant son récent séjour à St-Petersbourg, que ce bruit est dénué de tout fondement, et que dans ces derniers temps il n'y a eu qu'un seul cas de conflit, d'ailleurs parfaitement étranger à la soi-disant menées socialistes, entre un grand propriétaire de la Volhynie et les paysans du voisinage, lesquels avaient, du reste, des raisons plus que suffisantes de se plaindre du propriétaire dont il s'agit.

On sait que le personnel de l'ordre des avocats de St-Petersbourg n'avait pas atteint jusqu'à présent le chiffre prescrit par la loi pour que cet ordre acquière le droit exclusif de plaider toutes les affaires civiles devant les tribunaux de la capitale. A côté des avocats membres de l'ordre, il y avait toute une catégorie d'hommes de loi exerçant à titre d'avocats libres. On écrit maintenant à la Gazette (russe) de Moscou, que cet ordre de choses cessera sous peu, le personnel de l'ordre s'étant

accru jusqu'à concurrence du chiffre exigé par la loi.

Nous avons annoncé il y a quelque temps que M. de Dervis avait fait don à la ville de Moscou d'un capital très-considérable en vue d'établir dans cette ville un hôpital pour les enfants sur le modèle de l'hôpital modèle du prince d'Oldenbourg, qui existe depuis plusieurs années à St-Petersbourg.

La Gazette de Moscou dit maintenant que la commission municipale chargée d'étudier le projet du nouvel hôpital s'est ralliée chaleureusement à l'idée du donateur. M. de Dervis se trouvant à l'étranger, la commission lui a demandé par lettre de nommer deux fondés de pouvoir pour le représenter au sein de la commission et servir d'intermédiaire entre elle et lui.

Quant au système à adopter pour la construction du nouvel hôpital, la commission s'est prononcée en faveur du système des pavillons isolés, comme étant le plus conforme aux données de la science contemporaine, surtout quand il s'agit d'un hôpital destiné aux enfants. En fait d'emplacement, la commission a opté pour le champ Sokolnichy, appartenant aux quartiers des plus peuplés de la ville. La proximité du parc de Sokolnichy et un terrain exempt de toute humidité constituent des conditions extrêmement favorables pour l'établissement d'un hôpital dans cette localité.

La Gazette (russe) de l'Académie annonce qu'on a reçu à St-Petersbourg une dépêche officielle contenant l'heureuse nouvelle que le clipper Izoumroud, envoyé de Hong-Kong à la recherche du naturaliste russe M. Miklouha-Maklay — qu'on avait dit mort — a trouvé le jeune savant en bonne santé et poursuivant ses études sur les côtes de la Nouvelle-Guinée.

Bulletin de la variolo à St-Petersbourg les 10 et 11 février 1873:

Sexe	Sexe	Total.
masc.	fémin.	
Malades au 10 février.		
Cas nouveaux.	132	56
Gueris.	5	3
Décès.	1	2
Il restait en traitement au 11 février.	135	55
Cas nouveaux.	7	7

Gueris.	16	16
Décès.	1	1
Il restait en traitement au 11 février.	125	55
Total depuis l'apparition de la variolo du 1 ^{er} avril 1872 au 12 février 1873:		
Cas.	3264	1859
Gueris.	2046	1121
Décès.	1069	675

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

NECROLOGIE. — Nous apprenons la mort de M. Pierre Vernet, qui a succombé le 8 février, à St-Petersbourg, à la rupture d'un anévrisme. M. Vernet était âgé de soixante-seize ans; Français de naissance, il habitait la Russie depuis 1837. Sa vie, vouée tout entière à l'art, a été aussi modeste que laborieuse, et si son nom n'a pas été entouré de la popularité qui s'attache aux réputations bruyantes, un mérite réel lui assigne une place honorable parmi les peintres de notre époque.

La première année de son séjour en Russie, M. Vernet présenta à l'Empereur Nicolas deux tableaux, reproduisant des épisodes de la guerre de Pologne, peints pour M. le général de Meyendorff; pen après l'Empereur lui commanda une *Revue du régiment des chevaliers-gardes* et honora de sa visite l'atelier de l'artiste. Ce fut à la même époque que M. Vernet commença la publication des *Uniformes russes*, collection dédiée à feu le grand-duc Michel Pavlovitch et publiée sous le contrôle immédiat de Son Altesse Impériale.

Depuis, M. Vernet, qui reçut plusieurs commandes de Leurs Majestés, se consacra plus spécialement aux peintures de genre et surtout d'animaux; son talent, patiemment et consciencieusement mûri par de constantes études, se distingue par le naturel et le fini.

Par la droiture et la loyauté de son caractère, M. Vernet s'était concilié les sympathies de tous ceux qui l'ont connu; en lui on estimait l'homme autant qu'on appréciait l'artiste.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Nous publions plus loin un compte-rendu de la séance du 21 février de l'Assemblée Nationale de France, pendant laquelle M.

le duc de Broglie a lu son rapport, que nous reproduisons *in extenso*. Dans le cours de cette séance, la scission entre l'extrême droite et le centre droit s'est manifestée ouvertement. Le parti monarchiste a interrompu par des raileries tous les passages du rapport qui parlaient avec éloge des services rendus par M. Thiers, et l'un des membres de cette fraction, M. Hervé de Saisy, a été rappelé à l'ordre par M. Grévy pour avoir dit que les Trente ont fait leur soumission et n'ont montré que de la servilité.

C'est après-demain, jeudi, que doit commencer la discussion sur le rapport de la commission.

On trouvera sous la rubrique *Allemagne* un résumé du projet de loi dont le conseil fédéral vient d'être saisi pour compléter, dans toute l'étendue de l'empire, la réforme monétaire dont la mise en circulation des nouvelles pièces d'or de 10 et de 20 marcs n'était que le prélude. Cette loi, qui sera soumise le mois prochain aux délibérations du Parlement de l'empire, est intéressante en ce qu'elle consacre définitivement en Allemagne l'adoption de l'étalon d'or unique, — question qui a tant occupé les économistes, — la monnaie d'argent ne devant être conservée qu'à titre de billon, conjointement avec le nickel et le cuivre, et en ce qu'elle mettra un terme, de fait, à l'existence des nombreux systèmes monétaires aujourd'hui en vigueur dans l'empire d'Allemagne.

S'il faut en croire l'*Opinion*, la commission de la Chambre des Députés d'Italie qui étudie le projet de loi sur les corporations religieuses aurait fixé tout dernièrement à cinq mille francs l'allocation destinée à chacun des supérieurs généraux des ordres monastiques.

La question des grèves est toujours à l'ordre du jour dans la presse anglaise. Ainsi le *Times* publie une lettre de la Nouvelle-Zélande, qui lui fournit l'occasion de demander pourquoi la population ouvrière d'Angleterre et les laborateurs en particulier, au lieu d'organiser des grèves stériles, ne prennent pas le parti d'émigrer pour devenir propriétaires fonciers dans les colonies, et surtout en Australie, où le salaire est si élevé et les facilités d'acquiescence si nombreuses. Le *Times* rappelle que le journal de la Cité maintient que l'émigration est le seul moyen pratique de résoudre la « question du travail » et qu'elle est en même temps la solution la plus avantageuse, au point de vue de l'avenir de la race anglaise.

Depuis quelque temps il est question à Londres d'un bill qui serait présenté au Parlement pour demander que l'on accordât aux enfants des laborateurs la même protection que celle dont jouissent aujourd'hui les enfants qui travaillent dans les fabriques. Le *Daily News* donne son entière approbation à ce projet, lequel — dit-il — vise à faire disparaître des abus tout aussi grands que ceux qui existent dans l'industrie, et contribuera à réagir contre l'abrutissement de la population des campagnes.

Nous avons déjà signalé la motion Mundella, demandant qu'il soit nommé une commission d'enquête sur les causes de la disette et de la cherté du charbon. Une dépêche de Londres nous apprend que la Chambre des Communes l'a adoptée.

L'opinion publique, aux Etats-Unis, est fort émue de dénonciations portées depuis quelque temps contre des fonctionnaires publics et des représentants pour des actes de concussion. Parmi les personnages compromis figure en première ligne un homme qui avait joui jusqu'à ce jour d'une grande réputation d'intégrité et devant lequel s'ouvrait un bel avenir politique, M. Colfax, ancien président du Sénat sous la première administration de M. Grant, et, en cette qualité, vice-président de la République. Les faits signalés ont paru assez péremptores au Congrès pour qu'il nommât une commission d'enquête. Le rapport de cette commission a été accablant et motivait probablement plusieurs exclusions et annulations d'élections. Quant à M. Colfax, le Congrès a refusé, à une très-faible majorité, de voter contre lui une proposition de mise en accusation.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Madrid, lundi 24 février.

Les représentants des partis radical et républicain à l'Assemblée Nationale ont tenu hier une réunion commune et ont élu chacun un comité de vingt membres pour chercher à résoudre la crise. Ces comités ont formé dans leur sein deux sous-comités de sept membres, qui, après une longue séance tenue aujourd'hui, ne sont pas encore arrivés à un résultat définitif. Ils se réuniront encore ce soir et il est probable que le conflit sera aplani.

Le général Cordoba, ministre de la guerre, persiste dans sa demande de démission.

Autre dépêche.
Londres, lundi 24 février.
CHAMBRE DES COMMUNES. — M. Gladstone, répondant à M. Elphinstone, déclare

que l'envoi d'une commission dans l'Asie centrale pour délimiter la frontière est inutile, et que lui, ministre, considère la ligne frontière qu'on est convenu d'adopter comme suffisant à toutes les exigences.

Du 25. — M. Cardwell a déposé aujourd'hui le budget du ministère de la guerre.

Autre dépêche.
Vienne, mardi 25 février.
La *Wiener Zeitung* d'aujourd'hui publie des rescripts impériaux au comte Andrassy et aux présidents du conseil des ministres des deux moitiés de la monarchie, convoquant les Délégations à Vienne pour le 2 avril.

Autre dépêche.
Washington, mardi 25 février.
La Chambre des Représentants a adopté, après de vifs débats, le bill sur les pêcheries, par 145 voix contre 30.

Autre dépêche.
La Haye, mardi 25 février.
L'ambassade japonaise est arrivée hier soir et sera probablement reçue en audience aujourd'hui par le roi.

Autre dépêche.
Bucharest, mardi 25 février.

Le gouvernement a soumis à la Chambre un projet de loi sur la nomination d'agents politiques roumains à Rome et à Washington, afin de consolider les rapports politiques et commerciaux avec l'Italie et les Etats-Unis. La Chambre a voté l'urgence sur ce projet.

Autre dépêche.
Bruxelles, mardi 25 février.

La Banque nationale a réduit son escompte de 4 1/2 0/0 à 4 0/0.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le conseil fédéral est saisi du projet de loi sur la réalisation complète de la réforme monétaire d'après le système du marc, inaugurée déjà par l'introduction des nouvelles pièces d'or. Le projet comprend 16 articles, dont voici la teneur:

Aux termes de l'art. 1^{er} la valeur monétaire impériale, basée sur l'étalon d'or, est substituée à toutes les valeurs qui ont actuellement cours en Allemagne, et elle a pour unité le nouveau marc allemand. La loi sera promulguée par voie de décret impérial, avec l'assentiment du conseil fédéral, accordé six mois au moins avant la mise en vigueur de la loi. Les divers Etats confédérés pourront cependant introduire le marc impérial déjà avant la promulgation.

D'après l'art. 2, on frappera les pièces suivantes à titre de billon:

1^{re} Monnaie d'argent: Pièces de 5 marcs, de 1 marc et de 1/2 marc.

2^{re} Monnaies de nickel: Pièces de 10 fenins et de 5 fenins.

3^{re} Monnaies de cuivre: Pièces de 2 fenins et de 1 fenin.

Quatre §§ de l'art. 12 stipulent les conditions de frappe. Selon le § 1^{er}, de 1 livre d'argent fin on frappera 20 pièces de 5 marcs, 100 de 1 marc et 200 de 1/2 marc, au titre de 200 parties d'argent et 100 parties de cuivre, et cela de façon que 90 marcs en pièces d'argent pèsent une livre. Le mode de frappe sera réglé par le conseil fédéral. Les pièces d'argent (§ 2) seront, quant à leur aspect, en tout semblables aux pièces d'or qui circulent déjà (10 et 20 marcs). Les pièces de nickel et de cuivre (§ 3) porteront d'un côté l'indication de la valeur, en fenins, le millésime et la légende: *Empire d'Allemagne*; — au revers, les armes de l'empire et le signe monétaire. Les pièces de nickel et de cuivre (§ 4) seront frappées par les différentes Monnaies des Etats allemands qui voudront s'en charger.

En vertu de l'art. 3, le total des pièces d'argent à frapper ne devra pas dépasser pour le moment 10 marcs par tête de la population de l'empire. A chaque émission des nouvelles monnaies correspondra le retrait d'une somme égale des grosses pièces d'argent actuellement en circulation. D'après l'art. 4, le total des pièces de nickel et de cuivre à frapper ne dépassera pas 2 1/3 marcs par tête. Les premières pièces, tant d'argent que de billon, à retirer de la circulation seront celles qui ne sont pas basées sur le système du thaler. Le retrait de ces pièces est réglé par les art. 5, 6 et 7. Suivant l'art. 8, personne n'est tenu d'accepter en paiement plus de 50 marcs de monnaie d'argent, de nickel ou de cuivre.

L'art. 10 interdit l'émission de monnaies autres que celles désignées par la nouvelle loi et stipule que le frappe de monnaies commémoratives en argent (« thalers de la victoire » etc.) cessera au 31 décembre 1873.

Les autres articles se rapportent aux modes de paiement, aux réductions, à la fixation de la valeur proportionnelle des monnaies actuelles par rapport à la nouvelle monnaie (1 th. = 3 marcs; 1/3 th. = 1 marc; 1/6 th. = 1/2 marc), etc., etc.

Le projet de loi est accompagné d'un exposé des motifs très étendu.

Les *Ernlandsche Volksblätter*, organe de M. Krémuntz, d'un côté, et la *Norddeutsche Zeitung*, de l'autre côté, s'accordent en un innocent plaisir, que ces deux journaux s'attachent à rendre aussi piquant que possible. Il s'agit de l'étymologie de Varnitz. Le Tusculum du prince de Bismarck. La feuille d'Ermland fait dériver le mot *Varnitz* du verbe polonais *warzyć* (bouillir), à la fois « faire bouillir » et « faire aigrir », etc. On voit d'ici les allusions.

Le journal berlinois répond qu'il y a une polonaise qui signifie « laurier », et il ajoute que d'ailleurs Varnitz est situé près de Schlawe, et que Schlawe, en slave, c'est le mot *Slava*, la

gloire. — Après cette boutade, la *Norddeutsche Zeitung* échange le brodequin contre le corbeau et dit:

« Ce nom a bien son mérite dans la lutte contre les ennemis de l'Etat et il continuera de s'affirmer dans cette lutte! »

La *Neue freie Presse*, de Vienne, intervient aussi dans ce tournoi d'étymologies à la Ménage et,

question de localité, le ministre a ajouté que la Saxe tenait, il est vrai, à ce que Leipzig restât le siège du tribunal de commerce allemand, mais que cette considération n'exercerait cependant pas une influence décisive sur les déterminations du gouvernement.

Après cette déclaration du ministre, M. Biedermann a dit qu'il pourrait retirer sa proposition, mais qu'il croyait cependant de voir les vœux du gouvernement corroborez par un vote de la Chambre. Appelée à se prononcer, l'Assemblée a repoussé d'abord une motion d'ajournement présentée par M. le comte d'Einsiedel, et a approuvé ensuite la proposition Biedermann à la presque unanimité, c'est-à-dire par 48 voix contre 2.

Ce vote donne raison, comme on voit, du moins pour la Saxe, aux réserves que nous faisons hier sur le pessimisme de la *National-Zeitung* relativement à l'importante question de l'unification du droit dans l'empire d'Allemagne.

WURTEMBERG. — Stuttgart était samedi dernier, 22 février, sous le coup d'une menace de grève. Cinq cents ouvriers boulangers de cette capitale avaient informé le public, au moyen d'affiches placardées dans les rues, que si dans les trois jours les patrons ne leur accordaient pas une augmentation de salaire de 25 0/0 et ne consentaient pas à ce que la journée de travail durât de minuit à 8 heures du soir, ils se mettraient tous en grève. — C'est donc aujourd'hui, mardi, que les patrons auront dû prendre une décision.

AUTRICHE-HONGRIE.

Le prince Georges Lobkowitz, sénchal de Bohême, a remis le 21 février à S. M. l'empereur François-Joseph la pétition des Tchèques, contre le projet de réforme électorale.

Le prince a été reçu en audience spéciale par le souverain; quant aux pétitions, dit le *Freidenkblatt*, elles ont été déposées provisoirement à la chancellerie impériale, d'où elles seront sans doute transportées, selon l'usage, dans le cabinet du ministre.

A en croire les adversaires du projet gouvernemental, les pétitions porteraient 250,000 signatures, et peseraient deux quintaux.

Dans la séance du 21 février de la Chambre des Députés de Hongrie, M. le comte Zichy, le nouveau ministre du commerce, a exposé son programme, qui a été accueilli par les applaudissements des centres droit et gauche.

Voici les propositions du comte de Zichy en vue du développement du commerce et de l'industrie ainsi que de l'éducation du peuple : Subordination des chemins de fer aux intérêts du commerce. Augmentation du nombre des écoles élémentaires de commerce et réorganisation des écoles supérieures de commerce; création d'un musée industriel dans l'intérêt de l'industrie indigène; nouvelle loi commerciale; solution de la question de la banque; amélioration de la marine et enfin participation convenable de la Hongrie à l'exposition de Vienne.

M. Irany a déposé, dans cette même séance, une motion demandant que la Chambre institue une commission de douze membres chargée de présenter un rapport sur les résultats, pour la Hongrie, de la convention douanière conclue avec l'Autriche en 1867, ainsi que des traités de commerce internationaux.

La Chambre a décidé de discuter cette proposition dans le cours de cette session.

La Chambre des Magnats a adopté, le 21 février, les projets de loi concernant l'augmentation de la liste civile et la rédaction des traités d'extradition conclus avec la Belgique.

France.

Assemblée nationale.

Séance du 21 février.

Présidence de M. Jules Grévy.

Sur la proposition de M. le ministre de la marine, il est ouvert un crédit d'un million à l'île de Réunion pour venir au secours des victimes du dernier cyclone.

Un crédit de 91,000 fr. est voté au ministère des affaires étrangères sur l'exercice 1872.

M. le duc de Broglie monte à la tribune et donne lecture du rapport de la commission des Trente, dont voici le texte :

Messieurs, le vote rendu par vous le 29 novembre dernier est présent à tous les esprits. Une proposition vous était faite à l'effet de nommer une commission de quinze membres pour présenter un projet de loi relatif à la responsabilité ministérielle.

A la suite d'une discussion mémorable et sur la demande de M. le garde des sceaux, cette proposition a subi une modification grave : le nombre des commissaires a été doublé et leur mission étendue.

Ce ne sont plus quinze, mais trente de vos membres qui ont été chargés de régler tout à la fois et les attributions des pouvoirs publics en général et les conditions de la responsabilité ministérielle.

La commission à qui cette tâche a été confiée m'a fait l'honneur de me choisir pour son rapporteur.

Je viens vous rendre compte de ses premiers travaux.

Le mandat dont vous nous aviez investis était très vaste. Nous avons dû nous préoccuper tout d'abord d'en fixer l'étendue et les limites.

Nous n'aurions voulu paraître à vos yeux ni le restreindre arbitrairement pour rentrer ainsi par une voie détournée dans la proposition plus étroite que vous aviez écartée, ni, en l'élargissant outre mesure, usurper des pouvoirs qu'il n'était pas dans votre intention de nous confier.

L'examen des termes de votre résolution nous a convaincus que vous nous aviez permis, presque prescrit, de vous proposer les moyens de pourvoir non-seulement à l'amélioration des pouvoirs publics existants, mais à la création d'institutions nouvelles, si elles étaient jugées nécessaires.

Cette conviction résultait pour nous du cours même de la discussion qui a précédé votre vote, et dans laquelle, à plusieurs reprises, l'établissement d'une seconde Chambre législative a été mis en avant comme un des moyens de résoudre les problèmes politiques que ce débat avait soulevés.

Mais notre droit allait-il jusqu'à traiter devant vous ces grandes questions de gouvernement que le commun et patriotique accord de tous les partis est convenu à Bordeaux de tenir en réserve pour des temps meilleurs ? Étions-nous un comité de constitution proprement dit, chargé de proposer à la France une forme de gouvernement définitive, et de vous suggérer un usage de ce pouvoir souverain qui vous appartient et qu'a formellement consacré la loi du 31 août 1871 ? Nous ne l'avons pas pensé, messieurs, et vous ne le penserez pas davantage.

Du moment où vous n'avez pas dit explicitement que telle était votre intention, nous ne pouvions pas vous la supposer. De telles questions ne peuvent être tranchées par voie d'extension et de préterition. De tels mandats ne doivent pas être assumés, quand ils ne sont pas explicitement conférés.

Vous approuverez cette réserve et vous en trouverez l'expression dans le considérant qui

figure en tête du projet que nous vous apportons. Il est stipulé formellement que, quelles que soient les dispositions de ce projet, nous n'avons pas entendu entrer dans le domaine de votre pouvoir constituant, dont l'intégrité vous est réservée.

I. — RELATION DES POUVOIRS PUBLICS. — RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE.

Notre tâche restait encore assez grande, et, pour la parcourir avec ordre, nous avons cru devoir songer d'abord au plus pressé, et nous occuper, en premier lieu, des réformes urgentes réclamées par le vice principal du régime mal défini sous lequel nous vivons aujourd'hui.

Ce vice, messieurs, vous le connaissez ; il se trahit par un fait douloureux : c'est le retour fréquent des conflits qui s'élèvent entre cette Assemblée souveraine et le chef éminent à qui elle a confié le pouvoir exécutif. Depuis deux ans, ces conflits se sont renouvelés à propos soit des dispositions importantes de nos grandes lois organiques, soit d'incidents de la politique générale, et quand ils éclataient, l'Assemblée se trouvait placée dans la plus cruelle alternative.

M. le président de la République représente trop dignement la France malheureuse aux yeux de l'Europe, pour que nous puissions l'entendre sans alarme parler d'abandonner le mandat que nous lui avons confié. Mais l'Assemblée a son mandat aussi qu'elle tient de la France et qu'elle ne peut désertir. Il est pénible pour elle d'être réduite tout souvent à choisir entre deux partis, dont l'un consisterait à laisser descendre du pouvoir celui qu'elle y a placé et veut y maintenir, et l'autre à incliner des convictions tré-arrestées devant les vœux personnels du chef de l'Etat.

Pour bien comprendre le trouble que cette situation jette dans l'esprit public, il suffit de se rappeler tant de scènes pleines d'émotion dont nous avons été témoins ; il n'est pas un de nous, à quelque parti de cette Assemblée qu'il appartienne, qui n'ait été mis un jour à la rude épreuve, soit d'ébranler par son vote le repos précaire dont jouit la France, soit de consacrer par son silence des résolutions contraires à ses convictions, nous en attestons le souvenir de tous nos collègues. Dieu nous garde de reprocher à M. le président de la République la vivacité de ses convictions, qui tient chez lui au sentiment du devoir ; mais il doit aussi comprendre la profondeur des nôtres et ne peut s'offenser qu'on lui dise que la pression exercée par son talent, par son caractère et par le sentiment des périls publics pèse trop fortement sur nous et compromet la liberté de nos délibérations.

Et ce qui rend le mal plus difficile à supporter, c'est que ces épreuves ne sont pas toujours causées par les véritables et profonds sujets de dissidence. C'est quelquefois à la suite d'une discussion confuse, à une heure tardive, pour une question mal posée, pour un amendement mal rédigé, qui s'explique le lendemain, pour un des mille incidents de la vie parlementaire en un mot, que la destinée du pays a été mise au hasard, et que devant l'étranger en armes sur le territoire, la France aurait pu apprendre en se réveillant qu'elle n'avait plus de gouvernement qui la représentât.

Que ce danger ait été senti de bonne heure dans cette Assemblée, c'est ce qu'atteste la loi du 31 août 1871, qui porte la trace de quelques essais impuissants pour le prévenir. En attendant, la nécessité d'y pourvoir est chaque jour plus évidente. Il serait impossible, comme on nous l'a quelquefois proposé, d'ajourner le remède jusqu'à une organisation plus régulière et plus complète de nos institutions actuelles. C'est maintenant qu'il faut agir ; car demain, peut-être, il serait trop tard. Avant de terminer son mandat, cette Assemblée a encore à procéder aux œuvres législatives les plus importantes. Elle doit achever d'organiser l'armée, les services administratifs, l'enseignement public à tous ses degrés, déterminer les conditions des libertés municipales et du droit électoral ; le gouvernement lui-même la presse d'entrer largement dans la voie des réformes constitutionnelles.

A mesure aussi qu'elle s'approche de la libération du territoire, la politique intérieure, un peu effacée par les complications douloureuses de la politique étrangère, devient la légitime préoccupation de tous. Chacun sent qu'il faut que le gouvernement prenne une attitude plus nette et plus énergique en face de l'audace, chaque jour croissante, des passions anti-sociales.

L'Assemblée peut-elle abdiquer son droit d'intervenir avec sa pleine liberté dans toutes ces questions capitales et d'y faire prévaloir sa pensée tout entière ? Veut-elle s'exposer à voir dans des jours critiques son action paralysée par un scrupule patriotique qui, en altérant la sincérité de ses décisions, en infirme l'autorité aux yeux des populations ?

Comment s'étonner alors que la pensée soit venue à un grand nombre de nos collègues que, dans la plupart des pays libres, les choses ne se passent point ainsi ; que ce n'est pas le chef de l'Etat lui-même, mais ses ministres seuls qui soutiennent le poids et subissent les conséquences des discussions politiques ; que ces ministres, pris eux-mêmes parmi les membres du Parlement, en sympathie avec les opinions de sa majorité, entrent librement en conflit avec l'Assemblée dont ils émanent, et que, si ce cas arrive, leur échec suivi de leur retraite n'enlève pas la bouleversement de l'Etat tout entier ? C'est ce qu'on nomme, par une expression consacrée dans le régime parlementaire, la « responsabilité ministérielle » réclamée souvent par M. le président de la République lui-même, sous le gouvernement précédent, comme la première des libertés nécessaires d'un pays.

Comment s'étonner que l'idée d'organiser sur des bases plus larges la responsabilité ministérielle (déjà posée en principe dans la loi du 31 août 1871), soit née de la nécessité même de la situation que je viens de dépeindre, et du désir de substituer à des questions de gouvernement qui mettent tous les intérêts en péril, de simples questions de cabinet qui agitent que les régions élevées de la politique ?

Malheureusement il faut bien le reconnaître : le régime républicain, devenu actuellement le nôtre par le fait des événements, ne comporte pas dans sa plénitude l'application de cette garantie si simple du régime parlementaire. Dans la monarchie constitutionnelle, le chef de l'Etat est inviolable ; la responsabilité des actes de son gouvernement ne peut jamais remonter jusqu'à lui. Cette situation élevée au-dessus des débats des partis permet d'exiger de lui qu'il abandonne à ses ministres la direction de la politique, et au Parlement, par voie indirecte du moins, la désignation de ses ministres.

Le chef d'un Etat républicain est responsable, en vertu du principe même de la République. On ne peut lui demander de se désintéresser au même degré des débats de la politique dont la conséquence peut l'atteindre. C'est ainsi qu'une plus grande latitude accordée au pouvoir personnel du chef de l'Etat aux dépens des droits du Parlement est la déduction rigoureuse du principe républicain. Ce qui explique peut-être pourquoi, dans un pays comme le nôtre, où le pouvoir exécutif, disposant de tant de moyens d'action, est toujours porté à sortir de sa sphère, la République a deux fois, par une pente brusque et rapide, tourné à la dictature.

A cette difficulté inhérente au régime républicain, notre situation présente en ajoute une autre qui complique la première. Dans le système républicain, comme avait essayé de l'établir la Constitution de 1848, et tel qu'il prévaut dans le Nouveau-Monde, le chef de l'Etat ne fait partie d'aucune Assemblée délibérante et sa voix n'est entendue à aucune tribune.

S'il communique avec les Assemblées, c'est par voie de message écrit, qu'il ne vient pas lui-même. Ainsi diminuent avec les points de contact les occasions de conflit, et disparaissent, au moins dans les rapports du chef de l'Etat et des Assemblées, ces crises, ces luttes personnelles dont la vivacité alligrit et envenime si aisément les dissensions politiques.

Mais M. le président de la République est sorti de vos rangs et vous a répété à plusieurs reprises que son mandat de député lui était plus cher que celui qu'il tient de vos suffrages. Il ne renoncera pas au droit d'exercer ce talent oratoire qui est un de ses plus certains et plus légitimes moyens d'ascendant. Or, du moment où il est présent à nos débats, il y est le premier et presque le seul représentant de sa politique. Les ministres disparaissent derrière lui, et leur responsabilité, convertie par la sienne, ne paraît plus que nominale.

Tels étaient, messieurs, les obstacles que nous rencontrions dans la voie où l'opinion générale de cette Assemblée et le texte même de la résolution du 29 novembre nous faisaient un devoir d'entrer. Nous ne nous sommes pas découragés devant ces difficultés que nous avons prévues. Nous avons pensé que, s'il ne nous était pas possible de tout faire, ce n'était pas une raison pour ne rien essayer.

Nous avons pensé que, si l'on ne pouvait demander à M. le président de la République de renoncer entièrement à sa responsabilité pour l'effacer derrière celle de ses ministres, on pouvait réclamer de lui qu'il se retrégne l'application (comme le désirait la loi du 31 août 1871) à des cas rares et solennels, intéressant seulement les plus hautes questions de gouvernement, et que, dans le cours habituel de la politique, il consentit à nous laisser seuls en présence de son conseil des ministres.

Nous avons pensé également que, si on ne pouvait peut-être exiger de lui qu'il s'abstint entièrement de se faire entendre à la tribune, il était possible de faire en sorte que son intervention y fût moins fréquente, assujettie à certaines formalités qui la rendraient plus solennelle et soustraite surtout aux orages des luttes oratoires et parlementaires.

C'est là, en résumé, l'esprit des trois articles de loi que nous vous proposons. Nous n'en avons point imaginé l'idée principale ; nous l'avons recueillie, pour ainsi dire, sur vos bancs, et comme de la voix publique de cette Assemblée. A peine votre commission était-elle réunie, que divers projets lui étaient soumis par plusieurs de nos collègues appartenant aux divers côtés de cette Chambre. La plupart aboutissaient à peu de chose près au système que nous avons adopté. Les projets des honorables MM. Marcel Barthe et Eugène Tallon s'en rapprochent en particulier sur ce point spécial presque dans les termes ; et le dernier nous ayant été indiqué par M. le président de la République lui-même comme celui qui lui paraissait le plus propre à concilier nos desirs avec les droits qu'il croyait devoir se réserver, cette indication nous a suffi pour que nous le prissions pour base de nos délibérations.

D'adopter, les communications de M. le président de la République avec l'Assemblée ne doivent avoir lieu en principe que par le moyen d'un message écrit. Ce n'est que par exception qu'il peut venir se faire entendre lui-même à la tribune.

Ces exceptions sont régies par des règles différentes que nous examinerons tout à l'heure, suivant qu'il s'agit pour lui de prendre part à la discussion des lois ou aux débats de politique générale naissant d'interpellations adressées au ministère ou de pétitions rapportées à l'Assemblée.

Mais, dans tous les cas, il ne peut être entendu qu'après en avoir prévenu l'Assemblée un jour d'avance et par une communication solennelle. Après s'être fait entendre, le président se retire, et la délibération qui suit son discours, renvoyée à une séance ultérieure, n'a jamais lieu en sa présence. Aucune discussion n'est jamais engagée avec lui.

Le but de ces dispositions est évident. En opposant à l'intervention du président dans nos débats des difficultés, des retards de diverse nature, nous entendons l'engager respectueusement à user de cette intervention le moins possible, dans des cas exceptionnellement graves, où il trouve l'intérêt de l'Etat et son propre honneur engagés, et dans le cours ordinaire des affaires, à laisser ses ministres agir et parler sous leur responsabilité.

En nous bornant à l'entendre et en nous interdisant de discuter avec lui, nous avons le dessein de prévenir tous les conflits qui peuvent naître inopinément du tour imprévu que prend un débat passionné, comme il s'en élève aisément dans une Assemblée libre.

Nous voulons enlever à nos dissidents, s'ils venaient malheureusement à se reproduire, tout ce que peut y ajouter l'entraînement des luttes d'éloquence.

Nous voulons nous préserver, en matière si grave, de tout surprise, laisser le temps et la réflexion agir, dans l'espoir que le calme permettra toujours de trouver ces éléments de conciliation, qu'écartent au contraire la vivacité et l'ardeur d'un débat contradictoire.

Ce sont cependant, messieurs, ces intentions si droites et si simples, toutes conçues dans un esprit de pacification, et pour faire face à un péril évident, que l'injustice des partis a représentés comme tendant à gêner par une complication ridicule, ou à presque dit humiliante, la liberté d'action du chef de l'Etat, que sais-je ? comme des efforts tentés par des médiocrités impuissantes pour se soustraire à la supériorité incontestable de sa puissance oratoire.

Si j'ai réussi à faire comprendre de quel ordre d'idées le projet est né, vous aurez répondu d'avance à ces critiques. Sans doute ces formalités ne sont pas exemptes de complication. Mais la complication tient au problème qui nous était posé, non à la solution que nous y donnons.

La solution serait plus claire et plus simple si nous avions en face de nous un chef d'Etat inviolable, comme en Angleterre ou, comme en Amérique, un président qui ne tint pas à être orateur.

Sans doute aussi, en éloignant M. le président de la partie ardente de nos délibérations, nous lui demandons le sacrifice des succès qu'il n'a jamais cessé de remporter dans les joutes oratoires. Nous devons lui savoir gré de la bonne grâce avec laquelle il se résigne à cette privation.

Mais, outre que les armes dont il se prive restent tout entières entre les mains de ses ministres, qui sauront en faire usage, ces succès facilement obtenus étaient-ils pour lui sans compensation ? Ne l'exposaient-ils pas à quitter la haute situation qui convient au premier représentant d'un pays malheureusement divisé en partis divers et qui doit les dominer tous ?

Une discussion même est-elle possible quand les adversaires ne sont pas sur un pied de parfaite égalité ? Et chacun de nous peut-il s'y mettre avec le chef de l'Etat ? Nous con-

servons à l'illustre M. Thiers l'usage de la partie sinon la plus haute, du moins la plus inimitable de son talent.

La France ne sera pas privée de ces exposés lumineux d'affaires où la lucidité de la forme laisse apercevoir toute la solidité du fond. Ce que nous lui enlevons ne peut rien ôter à la renommée de l'orateur et ajoutera peut-être à l'autorité morale du chef de l'Etat.

Quant à l'idée que nous avons voulu amoindrir la situation du chef de l'Etat, nous la repoussons hautement. Le projet de loi, par le texte même, la repousse encore bien plus que nous.

Le projet, qui limite un des droits actuels du président, lui en accorde, en effet, un autre en échange, qu'il ne possédait pas et qu'il peut sembler étrange, dans la rigueur des principes, de voir confier par une Assemblée à son délégué.

Pour compenser le désavantage que nous imposons au président en lui retirant le droit de suivre jusqu'au moment du vote la délibération des lois, nous lui accordons le droit considérable d'en suspendre pour un temps l'effet. Il pourra exercer cette faculté dans les lois non soumises à trois lectures, en provoquant une nouvelle délibération ; dans les lois qui sont assujetties à la formalité d'un triple débat, en retardant de deux mois l'intervalle qui doit s'écouler entre la seconde et la troisième lecture. Ce délai, d'abord fixé à un mois comme dans la Constitution de 1848, a été étendu jusqu'à deux, sur la demande de M. le président.

Un chef d'Etat républicain, au moment où il est investi du droit d'arrêter l'effet des résolutions d'une Assemblée souveraine, ne pourrait, sans injustice, se plaindre d'être abaissé.

Cette prérogative, dans l'étendue où le projet de loi l'accorde, a paru même excessive à plusieurs de nos collègues. Un amendement de l'honorable M. de la Bassettière proposait de ne l'accorder, au moins pour les lois urgentes, que dans le cas où le président aurait négligé de se faire entendre dans la première délibération. Un autre, de l'honorable M. La Caze, proposait que l'Assemblée eût la faculté de la suspendre dans les cas extraordinaires, comme ceux où l'Assemblée aurait pourvu par des résolutions au maintien de ses droits et de sa sûreté propre.

Toutes ces propositions pouvaient se défendre par des raisons très légitimes. C'est le désir d'attester à M. le président que les restrictions imposées à son droit de député ne paraissent d'aucun esprit de défiance qui les a fait écarter.

Il est du reste demeuré entendu que les résolutions prises par l'Assemblée pour le maintien de ses droits et de sa sûreté étant, non des lois, mais des actes du pouvoir souverain, n'étaient, comme cela a été reconnu formellement en 1848, assujetties à aucune formalité de promulgation.

Il ne reste plus, pour vous faire entendre l'économie de cette partie du projet de loi, qu'à expliquer les distinctions que le projet établit entre le mode d'intervention du président dans la discussion des lois, et celui dont il doit user dans le débat des interpellations et des pétitions politiques.

En matière législative, il est entendu toutes les fois qu'il le désire, sous la seule condition de prévenir l'Assemblée la veille par un message. Il pourra même repaître plusieurs fois dans le débat, s'il lui paraît nécessaire de rétablir des faits dénués ou des arguments contestés de son premier discours. Aucune difficulté n'a été élevée à cet égard dans la commission, bien qu'évidemment le désir de la presque unanimité de la commission soit que M. le président ait recours le plus rarement possible à l'usage, et surtout à l'usage réitéré, de cette faculté.

Un plus long et plus sérieux débat a été soulevé à propos des interpellations et pétitions politiques. Il n'en pouvait être autrement, car c'est dans les questions que soulèvent ces incidents parlementaires que se débat d'ordinaire la ligne politique du gouvernement. C'est donc là que l'Assemblée, pour pouvoir imprimer cette ligne la direction qui lui convient, doit désirer réserver la plus grande part possible à la responsabilité ministérielle ; mais c'est là aussi, d'autre part, que le président de la République, pouvant trouver d'un moment à l'autre sa responsabilité personnelle engagée, peut être le plus jaloux de réserver le droit de se faire entendre.

La rédaction que nous vous proposons est le résultat d'une transaction offerte par M. le président et adoptée par la majorité de votre commission, qui croit, là encore, avoir poussé jusqu'à l'extrême limite son désir d'éviter toute occasion de dissentiment.

Ainsi elle a accordé, non sans l'opposition d'une assez forte minorité, au président de la République, le droit d'être entendu quand il le désire (toujours avec les formalités convenues) dans les interpellations ou pétitions qui ne porteraient que sur les affaires extérieures. La raison principale qui l'a déterminée à lui laisser cette latitude, c'est que M. le président de la République est toujours à nos yeux le négociateur chargé de racheter la liberté et de réparer les maux de la France. Cette qualité-là dure en lui, et prime toute autre, tant que le dernier soldat prussien n'a pas quitté le territoire. Jusque-là toute autre politique extérieure est subordonnée à ce point capital, qui reste confié aux soins ardents et dévoués de M. le président de la République. Nous ne voulons pas que rien puisse venir le gêner, de près ou de loin, dans ce qui touche ce précieux fardeau.

En matière de politique intérieure, la même raison n'existe pas, et il est clair que si, toutes les fois qu'un ministre est interpellé sur un fait de son administration ou le conseil des ministres tout entier sur un acte du gouvernement, le président peut venir interposer son autorité pour le défendre, l'ombre même de la responsabilité ministérielle a disparu.

M. le président de la République a compris et admis cette distinction, et il est convenu lui-même que son intervention devait se borner au cas où la discussion soulevée engageait, soit la politique générale du gouvernement, soit sa responsabilité personnelle.

Ce principe admis, comment déterminer les cas où l'interpellation de particulière et personnelle au ministre devient générale et s'élève jusqu'au président ? Et, si aucune règle générale en ce genre n'est possible, à quel remède au moins l'appréciation de chaque cas particulier ? C'est sur quoi plusieurs systèmes différents avaient été proposés, soit par nos honorables collègues MM. Bertaud, Delacour et Duchatel, soit, en dehors de la commission, par l'honorable M. Broët.

La majorité de votre commission, se conformant en cela à l'amendement de M. Broët, pensait que cette appréciation ne devait appartenir qu'à l'Assemblée elle-même, et qu'un vote de cette Assemblée pouvait seul décider quelle portée elle voulait donner à la question. La raison principale était que le président et ses ministres, n'étant les uns et les autres, à des titres divers, que des délégués de l'Assemblée, c'était à elle à faire entre eux les parts de responsabilité et à dire sur qui des deux elle voulait faire porter d'abord son examen, puis l'expression, soit de son approbation, soit de son mécontentement.

M. le président de la République a déclaré ne pouvoir ainsi laisser borner par une autorité à l'illustre M. Thiers l'usage de la partie sinon la plus haute, du moins la plus inimitable de son talent.

La France ne sera pas privée de ces exposés lumineux d'affaires où la lucidité de la forme laisse apercevoir toute la solidité du fond. Ce que nous lui enlevons ne peut rien ôter à la renommée de l'orateur et ajoutera peut-être à l'autorité morale du chef de l'Etat.

Quant à l'idée que nous avons voulu amoindrir la situation du chef de l'Etat, nous la repoussons hautement. Le projet de loi, par le texte même, la repousse encore bien plus que nous.

Le projet, qui limite un des droits actuels du président, lui en accorde, en effet, un autre en échange, qu'il ne possédait pas et qu'il peut sembler étrange, dans la rigueur des principes, de voir confier par une Assemblée à son délégué.

Le projet, qui limite un des droits actuels du président, lui en accorde, en effet, un autre en échange, qu'il ne possédait pas et qu'il peut sembler étrange, dans la rigueur des principes, de voir confier par une Assemblée à son délégué.

Pour compenser le désavantage que nous imposons au président en lui retirant le droit de suivre jusqu'au moment du vote la délibération des lois, nous lui accordons le droit considérable d'en suspendre pour un temps l'effet. Il pourra exercer cette faculté dans les lois non soumises à trois lectures, en provoquant une nouvelle délibération ; dans les lois qui sont assujetties à la formalité d'un triple débat, en retardant de deux mois l'intervalle qui doit s'écouler entre la seconde et la troisième lecture. Ce délai, d'abord fixé à un mois comme dans la Constitution de 1848, a été étendu jusqu'à deux, sur la demande de M. le président.

Un chef d'Etat républicain, au moment où il est investi du droit d'arrêter l'effet des résolutions d'une Assemblée souveraine, ne pourrait, sans injustice, se plaindre d'être abaissé.

Cette prérogative, dans l'étendue où le projet de loi l'accorde, a paru même excessive à plusieurs de nos collègues. Un amendement de l'honorable M. de la Bassettière proposait de ne l'accorder, au moins pour les lois urgentes, que dans le cas où le président aurait négligé de se faire entendre dans la première délibération. Un autre, de l'honorable M. La Caze, proposait que l'Assemblée eût la faculté de la suspendre dans les cas extraordinaires, comme ceux où l'Assemblée aurait pourvu par des résolutions au maintien de ses droits et de sa sûreté propre.

Toutes ces propositions pouvaient se défendre par des raisons très légitimes. C'est le désir d'attester à M. le président que les restrictions imposées à son droit de député ne paraissent d'aucun esprit de défiance qui les a fait écarter.

Il est du reste demeuré entendu que les résolutions prises par l'Assemblée pour le maintien de ses droits et de sa sûreté étant, non des lois, mais des actes du pouvoir souverain, n'étaient, comme cela a été reconnu formellement en 1848, assujetties à aucune formalité de promulgation.

Il ne reste plus, pour vous faire entendre l'économie de cette partie du projet de loi, qu'à expliquer les distinctions que le projet établit entre le mode d'intervention du président dans la discussion des lois, et celui dont il doit user dans le débat des interpellations et des pétitions politiques.

En matière législative, il est entendu toutes les fois qu'il le désire, sous la seule condition de prévenir l'Assemblée la veille par un message. Il pourra même repaître plusieurs fois dans le débat, s'il lui paraît nécessaire de rétablir des faits dénués ou des arguments contestés de son premier discours. Aucune difficulté n'a été élevée à cet égard dans la commission, bien qu'évidemment le désir de la presque unanimité de la commission soit que M. le président ait recours le plus rarement possible à l'usage, et surtout à l'usage réitéré, de cette faculté.

Un plus long et plus sérieux débat a été soulevé à propos des interpellations et pétitions politiques. Il n'en pouvait être autrement, car c'est dans les questions que soulèvent ces incidents parlementaires que se débat d'ordinaire la ligne politique du gouvernement. C'est donc là que l'Assemblée, pour pouvoir imprimer cette ligne la direction qui lui convient, doit désirer réserver la plus grande part possible à la responsabilité ministérielle ; mais c'est là aussi, d'autre part, que le président de la République, pouvant trouver d'un moment à l'autre sa responsabilité personnelle engagée, peut être le plus jaloux de réserver le droit de se faire entendre.

La rédaction que nous vous proposons est le résultat d'une transaction offerte par M. le président et adoptée par la majorité de votre commission, qui croit, là encore, avoir poussé jusqu'à l'extrême limite son désir d'éviter toute occasion de dissentiment.

Ainsi elle a accordé, non sans l'opposition d'une assez forte minorité, au président de la République, le droit d'être entendu quand il le désire (toujours avec les formalités convenues) dans les interpellations ou pétitions qui ne porteraient que sur les affaires extérieures. La raison principale qui l'a déterminée à lui laisser cette latitude, c'est que M. le président de la République est toujours à nos yeux le négociateur chargé de racheter la liberté et de réparer les maux de la France. Cette qualité-là dure en lui, et prime toute autre, tant que le dernier soldat prussien n'a pas quitté le territoire. Jusque-là toute autre politique extérieure est subordonnée à ce point capital, qui reste confié aux soins ardents et dévoués de M. le président de la République. Nous ne voulons pas que rien puisse venir le gêner, de près ou de loin, dans ce qui touche ce précieux fardeau.

En matière de politique intérieure, la même raison n'existe pas, et il est clair que si, toutes les fois qu'un ministre est interpellé sur un fait de son administration ou le conseil des ministres tout entier sur un acte du gouvernement, le président peut venir interposer son autorité pour le défendre, l'ombre même de la responsabilité ministérielle a disparu.

M. le président de la République a compris et admis cette distinction, et il est convenu lui-même que son intervention devait se borner au cas où la discussion soulevée engageait, soit la politique générale du gouvernement, soit sa responsabilité personnelle.

Ce principe admis, comment déterminer les cas où l'interpellation de particulière et personnelle au ministre devient générale et s'élève jusqu'au président ? Et, si aucune règle générale en ce genre n'est possible, à quel remède au moins l'appréciation de chaque cas particulier ? C'est sur quoi plusieurs systèmes différents avaient été proposés, soit par nos honorables collègues MM. Bertaud, Delacour et Duchatel, soit, en dehors de la commission, par l'honorable M. Broët.

La majorité de votre commission, se conformant en cela à l'amendement de M. Broët, pensait que cette appréciation ne devait appartenir qu'à l'Assemblée elle-même, et qu'un vote de cette Assemblée pouvait seul décider quelle portée elle voulait donner à la question. La raison principale était que le président et ses ministres, n'étant les uns et les autres, à des titres divers, que des délégués de l'Assemblée, c'était à elle à faire entre eux les parts de responsabilité et à dire sur qui des deux elle voulait faire porter d'abord son examen, puis l'expression, soit de son approbation, soit de son mécontentement.

M. le président de la République a déclaré ne pouvoir ainsi laisser borner par une autorité à l'illustre M. Thiers l'usage de la partie sinon la plus haute, du moins la plus inimitable de son talent.

La France ne sera pas privée de ces exposés lumineux d'affaires où la lucidité de la forme laisse apercevoir toute la solidité du fond. Ce que nous lui enlevons ne peut rien ôter à la renommée de l'orateur et ajoutera peut-être à l'autorité morale du chef de l'Etat.

Quant à l'idée que nous avons voulu amoindrir la situation du chef de l'Etat, nous la repoussons hautement.

GRAVURES

Chaque année, 50 gravures sur acier

Ingrès — Delacroix — Corot — Diaz — Hébert — Gérôme — Baudry — Cabanel — Meissonier — Rosa Bonheur, etc.

REDICTION

Jules Janin — Arsène Houssaye — Théophile Gautier — Paul de Saint-Victor — Théodore de Banville — Albert Second — Henry Houssaye — Champfleury — René de Laferté, etc.

50 fr. par an

Chaque année: 12 vol. gr. in-8°; 50 GRAVURES SUR ACIER; 12 PORTRAITS DE CONTEMPORAINS.

On s'abonne: Avenue Friedland, 49, par un bon sur la poste. — Vente au vol. 4 fr. Librairie Nouvelle.

50 fr. par an.

L'ARTISTE

Journal des Beaux-Arts, fondé en 1830.

Les Artistes en France et à l'Étranger. — Les Musées. — Les Ateliers. — Les Expositions. — Les Ventes. — Chronique de Paris.

PRIME EXTRAORDINAIRE.

Les Abonnés nouveaux à L'ARTISTE (50 fr. par an), choisiront pour CENT FRANCS de gravures parmi les plus belles planches publiées:

Le Parnasse, de RAFAEL.
La Médée, d'ENIGNE DELACROIX.
Le Haricot, de DIAZ.
Soleil levant, de CLAUDE LORRAINE.
L'Odalisque, de INGRES.La Coquette, de FRAGONARD.
La Crucée, de GUEZ.
Les Musiciens, de WATTEAU.
Les Cerises, de BOUCHER.
La Tour de Nesle, de CALLOT, &c.

UN ANGLAIS ayant encore quelques heures libres, désire donner des leçons. S'adresser Fourchatskaia, maison de l'église Ste-Anne, logement n° 27. 416

ON DÉSIRE

prendre des leçons de langue italienne enseignée en français. S'adresser jusqu'à 10 h. le matin, rue des Cadets, n° 7, au suisse. 427

UNE FRANÇAISE

désire se placer dans un magasin de modes et robes, pour la vente, ou bien comme couturière dans une famille. S'adresser Grande Morskaia, n° 14, appartement 63, maison Kotomine, chez le Photographe. 423

UN JARDINIER français, ayant dirigé longtemps des cultures importantes en Russie, désire se placer. Diplôme et références. S'ad. au bur. du jour., lib. Mellier. 413

Rodolphe Mosse

à Berlin

expédie des annonces: Publications municipales, recommandations d'affaires, nouvelles de familles, offres et demandes de services, avis divers, etc., dans toutes les gazettes indigènes et étrangères aux prix originaux. Tarif d'insertion expédié gratis et franco.

UNE JEUNE Française, nouvellement arrivée de Paris, désire trouver une place de lectrice. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales V. B. 270

A LOUER logement confortablement meublé, quatre pièces, antichambre et cuisine. — S'adresser Petite Morskaia, maison n° 5, logement n° 1. 425

A VENDRE

une voiture en très bon état pour 350 r. S'adresser Petite Morskaia, maison n° 5, log. n° 1. 424

Primeurs

Chicorée, laitue, choux-fleurs, artichauts, pommes de terre.

Fromages

Brie, Neufchâtel, Camembert, Roquefort. Charcuterie

Saucisson de Lyon, d'Arles, de Bayonne. Le tout reçu de Paris. 423

50, Marché Aprazine, près l'école Kommissarow, 50

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui mercredi 14 février. DEUX GRANDES REPRÉSENTATIONS

La première à une heure après-midi, la deuxième à sept heures et demie.

Demain jeudi 15 et jusqu'à dimanche 18 février inclusivement, chaque jour deux grandes représentations. La 1^{re} commencera à une heure la 2^{me} à 7 h. 1/2.

Le clown Magrini avec ses chiens dressés restera encore quelques jours ici.

Le directeur Ch. Hinné.

A LOUER

des maisons de campagne en Finlande, chemin de fer de Vibourg, non loin de la station de Novia-Kirka. Pour plus amples informations s'adresser à la Banque de l'Etat, logement n° 28. 564

Marée d'Ostende.

Turbots. Soles — Raies. Homards — Huîtres.

INCESSAMMENT Primeurs de Paris. 407

50 dans la cour du marché Aprazine, près l'école Kommissarow. 50

EAU ET Poudre des Cordillères

DENTIFRICES INDIENS.

L'eau dentifrice et la poudre des Cordillères guérissent les maux de dents avec la rapidité de la pensée. Toutes les affections dentaires et la carie disparaissent par l'usage quotidien de ce dentifrice. Fabrique et dépôt général à Paris, 61, rue Hauteville; à Pétersbourg, Moscou, Odessa, Constantinople, chez les principaux parfumeurs et coiffeurs. 77

A LOUER

un logement meublé composé de 5 chambres, avec cuisine. Perspective Nevsky, n° 88, log. n° 8. 412

MAGASIN de TABLEAU, d'ANTIQUITES

ET DE CURIOSITES

d'ALEXANDRE NEGRI

FOURNISSEUR DE LA COUR IMPERIALE perspective Nevsky, n° 14. 17

A LOUER

un appartement de 5 pièces confortablement meublé, au mois. — Pont de Police, m. Bachmakow, log. n° 38. 426

LE DEPOT GENERAL

DE MON

EAU ANATHELINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnoi pérouloki, maison Kononov. 1

Prix du flacon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

médecin dentiste de la cour imp.-royale.

LE MAGASIN DE JOUETS EN GROS ET EN DÉTAIL

THÉODORE ROLAND

BERLIN, Scharnstrasse, n° 4.

se recommande pour ses nouveautés, étant spécialement muni des articles de bon débit en Russie. — Service consciencieux et à des prix modiques, mais seulement au comptant. Soigneux emballage. H. V. 262

TRANSPORTS INTERNATIONAUX ASSURANCES

CHRETIEN ASSURANCES

S'PETERSBOURG

PERSPECTIVE DE NEVSKY

MESSAGERIES RUSSSES

PARIS

RUE DE LECHUIER

RECOURNEMENTS

FORMALITES EN DOUANE

KRUGER.

N° 6

15

BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW.

La Banque fait des avances: 1° contre hypothèque de propriétés dans les gouvernements de Kharkow, Koursk, Voronège, Ekaterinoslaw et Poltava; 2° contre hypothèque de propriétés urbaines immobilières dans la ville de Kharkow (1).

Les personnes qui reçoivent des avances n'assument pas de garantie collective pour ces prêts, pas plus que la responsabilité pour l'administration de la Banque.

Tous les comptes et paiements de la Banque foncière sont basés sur le rouble crédit de l'Empire.

Les avances se font sur le pied de 60 % de la valeur d'estimation de la propriété.

L'estimation des propriétés foncières est ou normale ou spéciale. Les personnes qui auront reçu une avance d'après l'estimation normale pourront en recevoir une supplémentaire d'après l'estimation spéciale.

Les propriétés foncières urbaines sont estimées d'après leur valeur matérielle et leur rapport.

Les avances sont délivrées contre hypothèque de propriétés dont la valeur d'estimation est de 500 roubles au moins.

Les avances sont délivrées aux termes suivants: 1° contre hypothèque de 43 ans et demi, 2° contre hypothèque de propriétés urbaines immobilières de 18 ans et 7 mois.

Les personnes qui reçoivent ces avances paient chaque demi-année sur la valeur nominale des titres hypothécaires pour les sommes avancées:

a. 3 %, plus 1/2 % pour la formation du capital de réserve de la Banque, du dividende des actionnaires et des frais d'administration de la Banque.

b. 1/4 % de l'amortissement des prêts faits pour 43 ans et demi et 1 1/2 % pour l'amortissement des prêts faits pour 18 ans et 7 mois. Ces paiements doivent être effectués d'avance pour chaque demi-année pas plus tard que le 30 juin et le 31 décembre.

Pour garantir les emprunteurs des fluctuations éventuelles du cours des titres hypothécaires, la direction de la Banque se charge de les placer chez des banquiers et de remettre aux emprunteurs de l'argent comptant à la place des titres hypothécaires.

Pour couvrir les frais de l'estimation et de l'expédition des titres hypothécaires il est prélevé en même temps 1 % sur la somme de l'emprunt.

L'emprunteur peut payer sa dette avant le terme par le versement des titres hypothécaires ou d'argent comptant.

En cas de paiement de la dette au moyen de ces titres la Banque les accepte au cours nominal; en cas de paiement en argent comptant la Banque, outre le montant du capital, prélève encore des intérêts jusqu'au jour du premier tirage auquel les titres hypothécaires de cette dette doivent être annulés.

La sous-hypothèque de propriétés avec renouvellement d'avance est admise après extinction de la 5^e partie de la dette. L'hypothèque facilite l'extinction de dettes privées ainsi que de dettes envers l'Etat, pour le transfert desquelles la Banque entre en accord avec le ministère des finances.

Les formules des déclarations des inventaires et des instructions d'après lesquelles a lieu l'estimation des propriétés sont distribuées et expédiées gratuitement par la direction et les agents de la Banque.

Agents de la Banque.

Ekaterinoslaw, R. Uhlmann et C^{ie}; Poltava, N. A. Vsevolodskoi; Gadiatch, N. M. Pristizky; Koursk, A. A. Spessivtsev; Soumak, N. K. Altchevsky; Kharkow (à la Banque), M. J. Popow.

Prix normaux par dessiatine de la terre de rapport, adoptés à l'assemblée générale du 12 mars 1872.

Gouvernement de Kharkow.

Districts: Soumy, 60 r. Kharkow, 50 r. Akhtyr, 45 r. Lébedine, 45 r. Bohodoukhov, 45 r. Valkovsk, 50 r. Volchansk, 45 r. Koupiansk, 35 r. Zmiev, 40 r. Izium, 40 r. Starobelsk, 30 r.

Gouvernement de Ekaterinoslaw.

Districts: Rostov, 40 r. Pavlograd, 30 r. Novomoskovsk, 30 r. Bakhmut, 30 r. Haut-Dnièpre, 25 r. Ekaterinoslaw, 30 r. Slavianskerb, 30 r. Alexandrovsk, 30 r.

Gouvernement de Voronège.

Districts: Birshtinsk, 45 r. Zadonsk (rive droite du Don), 65 r. Zadonsk (rive gauche du Don), 45 r. Zemlinsk, 70 r. Korotkiaksk (rive droite du Don), 50 r. Korotkiaksk (rive gauche du Don), 30 r. Bas-Dievitsk (partie septentrionale de la Diévitsa), 50 r. Bas-Dievitsk (partie méridionale de la Diévitsa), 30 r. Pavlovsk, 35 r. Valouisk, 50 r. Voronège, 50 r. Bobrovsk, 50 r. Bogoucharsk, 25 r. Ostrogojsk, 30 r. Novokhopersk (au Nord des rivières Khopra et Elane), 50 r. Novokhopersk (au Sud des rivières Khopra et Elane), 40 r.

Gouvernement de Koursk.

Districts: Koursk, 80 r. Fatège, 80 r. Staroskol, 65 r. Oboiansk, 65 r. Rytsk, 50 r. Soudjansk, 60 r. Stchigrow, 70 r. Tims, 65 r. Bielgorod, 60 r. Korotchansk, 50 r. Lgow, 40 r. Novosokol, 45 r. Graivorone, 50 r. Poutivl, 40 r. Dmitriev, 55 r.

Gouvernement de Poltava.

Districts: Kobeliak, 55 r. Kremenchoug, 55 r. Poltava, 55 r. Gadiatch, 45 r. Zenkovsk, 50 r. Zolotonoch, 40 r. Pereslaw, 40 r. Piriatinsk, 45 r. Mirgorod, 45 r. Khorolsk, 45 r. Priouk, 55 r. Romensk, 60 r. Lokhvits, 45 r. Loubensk, 45 r. Constantinograd, 35 r.

Pour les propriétés sises jusqu'à 25 verstes de distance d'une ligne de chemin de fer, l'estimation normale de la terre peut être élevée de 10 0/0 au dessus des prix normaux sus-désignés.

(1) Les prêts ne sont limités à Kharkow que pendant la première année de l'existence de la Banque.

THE LITTLE WANZER

véritable machine à coudre américaine à couture double et régulière, mise en mouvement par la main ou le pied, remarquable par la solidité et la simplicité de sa construction unie à une grande finesse et élégance de travail. La parfaite convenance de cette machine à l'usage des familles a été prouvée dans ce fait qu'actuellement dans l'Angleterre seule il y a environ 40.000 de ces machines en activité. La commission pédagogique royale en France a reconnu « The Little Wanzer » comme la meilleure machine à coudre et l'a choisie pour être employée dans toutes les écoles d'Irlande. B. G. Ter Brake, agent général pour toute la Russie, a son magasin et son comptoir à St-Petersbourg, perspective Nevsky, entre la Grande et la Petite Morskaia, n° 11, log. n° 19. Ces machines sont aussi en vente chez Brink et C^{ie}, Gostinnoi Dvor, n° 132. — Agents pour Moscou, Shanks et Bolin, (magasin anglais) pont des Marchaux. — Nous ne garantissons l'authenticité des machines « The Little Wanzer » que lorsqu'elles ont été achetées chez nos agents.

R. M. Wanzer & Co, Hamilton (Amérique).

En vente chez EMILE MELLIER, libraire de la Cour impériale.

au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à St-Petersbourg.

ÉTUDE SUR LE CHAUFFAGE ET LA VENTILATION DES WAGONS DE VOYAGEURS

par le baron N. de DERSCHAU, ingénieur russe.

1 volume in-8°. Prix 1 r. 40 c.; province 1 r. 60 c. 323

VERITABLES MACHINES A COUDRE AMERICAINES

de ELIAS HOWE junior

ST-PETERSBOURG

Gr. rue des Ecuries,

maison

Bachmakow,

N° 29.

MOSCOU

Gr. Loubianka,

maison du prince

Golitsyne,

chez G. BLOCK.

366

S. ROBERT, agent principal pour toute la Russie.

Comptoir: Rue Michel, N° 3.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 13 FEVRIER 1873.									
CHANGE FONDS PUBLICS. CHEMINS DE FER.			ACTIONS ET OBLIGATIONS.			ACTIONS ET OBLIGATIONS.			
	Ache-	Ven-		Ache-	Ven-		Ache-	Ven-	
	teurs.	deurs.		teurs.	deurs.		teurs.	deurs.	
COURS DU CHANGE EN ARGENT.									
Londres...	3 mois, 32 23/32	11/16 p.	6 r. 01 c. 6 r. 02 c. c. r. c.			Chemin de fer de St-Petersbourg	100	100	
Amsterdam...	3 mois, 164 1/4	3/8 cents.	40/0 Mét. Février, <			Chemin de fer de Moscou	100	100	
Hambourg...	3 mois, 276 1/2	277 3/4 mt.	< < Août <			Chemin de fer de Varsovie	100	100	
Paris...	3 mois, 347 3/4	3/4 c.	Escompte 6 r. 6 3/4 r. 0/0			Chemin de fer de Vitebsk	100	100	
Belgique...	3 mois, 346 1/4	3/4 cent.				Chemin de fer de Pologne	100	100	
Berlin...	15 jours, th. pour 100 r.					Chemin de fer de Prusse	100	100	
VALEURS NON LIBÉRÉES.									
Chemin de fer (actions).	Ache-	Ven-	Billets de Banq. à 5%	Ache-	Ven-	Chemin de fer de Roumanie	100	100	
Liban...	50	—	1 ^{re} émiss. 95 1/2	95 1/2	—	Chemin de fer de Serbie	100	100	
Brest-Gravel (70)	—	—	2 ^e émiss. 94 1/2	94 1/2	94 1/2	Chemin de fer de Hongrie	100	100	
Moscou-Brest...	—	—	3 ^e émiss. 94 1/2	—	—	Chemin de fer de Belgique	100	100	
Valeurs indust.						Chemin de fer de Hollande	100	100	
Banque internat. de St-Petersb...	216	217				Chemin de fer de Danemark	100	100	
Banq. Russe pour le comm. étran.	141	142 1/2				Chemin de fer de Suède	100	100	
Société d'entrepôts sur Golda...	—	—				Chemin de fer de Norvège	100	100	
Lloyd russe (250)	—	—				Chemin de fer de Finlande	100	100	
Banq. Russe pour le comm. étran.	138	—				Chemin de fer de Russie	100	100	
Soc. russe Métall. et de Constr. mécan.	40	—				Chemin de fer de Pologne	100	100	
Banque de commerce d'Azov-Don (175)	224 1/2	230				Chemin de fer de Prusse	100	100	
Banque de commerce de Riga (150)	160	162				Chemin de fer de Roumanie	100	100	
Banque de comm. de Rostov-sur-Don (175)	—	—				Chemin de fer de Serbie	100	100	
Banque d'Esc. de St-Petersb. (75) 2 ^e émiss.	150 1/2	151 1/2				Chemin de fer de Hongrie	100	100	
Act. de la Banq. fonce. de Poltava (50)	—	—				Chemin de fer de Belgique	100	100	
Act. de la Banq. fonce. de Poltava (50)	—	—				Chemin de fer de Hollande	100	100	
Société russe de Constr. (50)	—	—				Chemin de fer de Danemark	100	100	
Comp. du Nord des assur. et d'entr. des march. avec em. de warrants (125)	—	—				Chemin de fer de Suède	100	100	
Act. de la Banq. fonce. Yarosl.-Kostr. (62 1/2)	—	—				Chemin de fer de Norvège	100	100	
Act. de la Banq. fonce. de Nijni-Novgorod-Samar. (62 1/2)	—	—				Chemin de fer de Finlande	100	100	
Banq. de comm. Kama-Volga II ^e émiss. (250)	—	—				Chemin de fer de Russie	100	100	